

Vie scientifique

« Pour la suite du monde : développement durable ou décroissance soutenable ? »

Compte rendu de colloque (Montréal, 18-19 mai 2009)

Aude Porcedda

Sociologue, service de la recherche, de l'évaluation et de la veille muséologique, musée de la civilisation, 16 rue de la barricade, Québec, Canada, G1K 7A6

Ce colloque a été organisé avec le soutien du service de l'enseignement du management et de la direction du développement durable de l'école de gestion HEC Montréal. La présidence a été assurée par Yves-Marie Abraham¹ et la coordination par Pierre Batellier². Il a réuni vingt et un conférenciers provenant d'Amérique du Nord et d'Europe, ainsi qu'une centaine de participants – universitaires, professionnels, étudiants, associations et citoyens-experts. Neuf disciplines ont été représentées – l'économie, les sciences comptables, les sciences de gestion, la sociologie, la socioanthropologie, la philosophie, la psychologie sociale, la biologie et la biochimie.

La quête de croissance économique et de progrès technique dans laquelle nos sociétés se sont engagées est en pleine remise en question. Pour comprendre l'état d'avancement et la nature des changements en cours, les organisateurs du colloque ont planifié cinq séances plénières. Les termes du débat entre développement durable et décroissance soutenable ont été abordés en soulignant les divergences et les convergences entre ces deux projets de société, ainsi que les raisons de leur succès et de leur échec. La question de la suite du monde a été traitée à travers la notion de progrès et la place de l'économie dans nos sociétés. Jusqu'où sommes-nous prêts à remettre en cause l'impératif de croissance économique ? D'où vient la vision d'une société sans limite, durable ? Qui est capable de nous éclairer et de produire des scénarios, des savoirs et des connaissances sur les rapports complexes entre les processus écologiques, économiques et sociaux ?

Auteur correspondant : aude.porcedda@mcq.org

¹ Professeur au département du management de HEC Montréal.

² Coordinonateur à la direction du développement durable de HEC Montréal.

Le développement durable et la décroissance soutenable sont deux projets de société qui sont apparus progressivement dans les années 1960. La parution de *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962³, la création du Club de Rome en 1968 ou la publication du rapport Meadows en 1972⁴ ont contribué à une prise de conscience collective. L'expression « développement durable » s'est ainsi imposée avec le sens proposé dans le rapport Brundtland (1987, p. 47)⁵ : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Quant au terme de « décroissance » ou de « décroissance soutenable », il s'opposerait au développement durable. Nicolas Georgescu-Roegen, partisan de la décroissance, a dénoncé l'incompatibilité entre une planète limitée et un système économique basé sur une croissance illimitée⁶. L'imaginaire consumériste caractéristique de la

³ Cf. Carson, R., 1962. *Silent Spring*, Greenwich, Fawcett. Trad. fr. : *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1968.

⁴ Cf. Meadows, D.H., Meadows, D.L., Zahn, E., Milling, P., 1972. *The Limits to Growth*, New York, Universe Books.

⁵ Cf. Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), 1987. Notre avenir à tous (rapport Brundtland), New York, Nations unies ; Québec, Éditions du Fleuve/Publications du Québec, 1988.

⁶ Cf. Georgescu-Roegen, N., 1995 [Nouvelle éd.]. *La Décroissance : entropie, écologie, économie*, Paris, Éditions Sang de la Terre ; 1^{re} édition sous le titre *Demain la décroissance*, Éditions Pierre-Marcel Favre, 1979 ; consultable sur la bibliothèque numérique « les classiques des sciences sociales » : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.gen.dec>. Nicholas Georgescu-Roegen estime que le modèle économique néoclassique est fondé sur le paradigme de la mécanique newtonienne et ne prend pas en compte le principe de la dégradation de l'énergie

civilisation industrielle a conduit l'économie à dépasser la capacité de charge de la planète. Bien que plusieurs données environnementales, démographiques et économiques remettent en question le système économique de la société moderne, l'argument de la décroissance, qui repose sur la nature limitée, ne semble toutefois pas trouver d'écho dans les corps politiques, sociaux, corporatifs et intellectuels contemporains. Pourquoi ?

Bernard Billaudot et Ghislaine Destais (économistes, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble) ont proposé – pour aider à s'orienter dans le maquis des analyses « scientifiques » du développement durable et de la décroissance soutenable développées en économie – de s'interroger sur leurs présupposés et leurs implications « politiques », c'est-à-dire sur les points de vue normatifs qui concernent l'organisation de la société dans son ensemble. Chacune des positions politiques – néolibérale, sociale-libérale, contestataire⁷ ou décroissante – permet de comprendre comment les écoles de pensée issues de ces courants politiques s'approprient le développement durable pour définir les problèmes et élaborer les solutions pour les résoudre. Selon les néolibéraux et les sociaux-libéraux, l'obtention d'un développement durable n'implique pas de remettre en question la croissance économique comme objectif sociétal. Le développement durable s'imposera, soit par la force des choses, soit par des interventions publiques. Pour la position progressiste, la réforme des institutions est la seule voie pour un progrès social. Enfin, pour les partisans de la décroissance, seule la décroissance est soutenable. Il faut donc repenser le développement et les institutions en rompant complètement avec le modèle en place.

Pour Andreu Solé (sociologue, HEC, Paris), les attitudes politiques et scientifiques des individus expriment avant tout leur vision du monde existant. Il a distingué trois attitudes : conservatrice, pour laquelle le monde existant est le meilleur des mondes possibles ; réformiste, pour laquelle le monde existant est améliorable ; révolutionnaire, pour laquelle le monde existant est inacceptable. Le développement durable – un compromis social pour maintenir le modèle de modernité occidentale – et la décroissance soutenable – une rupture pour construire une autre modernité – sont alors deux projets différents. À cet égard, A. Solé souligne que les entreprises tentent de maintenir à tout prix le modèle de modernité occi-

dentale, rendant de la sorte le chemin vers un nouveau modèle encore plus long et difficile. Dans cette perspective, sommes-nous prêts à nous passer des entreprises et de nos institutions, si nous voulons un autre modèle ?

Une analyse critique du relatif succès du développement durable par rapport à la décroissance a été présentée par Pascal Van Griethuysen (économiste, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève). Il a souligné que ce succès ne viendrait pas de la pertinence de son contenu conceptuel et normatif, mais qu'il viendrait de la compatibilité de ce contenu avec la logique d'expansion du système économique capitaliste qui caractérise les années 1980, au détriment d'interprétations alternatives et d'une réorientation du mode de développement ancrées sur les principes de soutenabilité écologique et de justice sociale. En effet, les réflexions menées dans les années 1970 à propos du concept d'écodéveloppement n'ont pas conduit à la réorientation souhaitée. Plutôt que d'induire la subordination des activités économiques à des considérations sociales et écologiques, les décennies qui ont suivi ont renforcé la prééminence des intérêts économiques dans les rapports humains et dans les relations entre les sociétés humaines et leurs milieux naturels.

Le développement durable conduit-il à un véritable changement ? Il faut reconnaître que les structures de production et de consommation des sociétés capitalistes modernes continuent de causer des effets de non-durabilité. Pour Reiner Keller (sociologue, Université de Koblenz-Landau, Allemagne), le développement durable ne peut pas réellement exister en raison de l'aveuglement de la société moderne face à ses propres dysfonctionnements. Toutefois, à défaut d'autres options, il faut faire semblant d'accepter son utilité future et rester dans l'expectative. R. Keller a démontré également qu'une renaissance forte du grand mythe moderne de la science et de l'expertise scientifique est au cœur du développement durable. À travers les scientifiques, « les faits parlent ». C'est alors l'idée du conseiller du roi qui réapparaît à pas silencieux. Hervé Philippe (biochimiste, Université de Montréal) a étayé cette hypothèse en mentionnant que l'acceptation de la croissance infinie du savoir, au moment de la fondation de la science moderne au XII^e siècle, a contribué à l'apparition de la première société humaine où la notion de limites a été abolie. Cette disparition des limites a participé à la construction d'un modèle de société fondée sur une croissance économique infinie.

Comment concilier l'irréversibilité de nos actions concrètes, qui menacent notre milieu de vie, avec une « mégamachine⁸ » technoscientifique dont la propulsion ne saurait être entravée ? Face à la souveraineté du capitalisme et de la science, un constat est unanime : personne

et de la matière. Il s'appuie sur les lois de la thermodynamique et intègre la notion d'entropie dans son modèle économique. De là, le concept de décroissance tente de montrer qu'augmenter constamment la production de biens et services accroît nécessairement la consommation des ressources naturelles, ne faisant donc qu'accélérer le moment de leur épuisement complet.

⁷ La position des contestataires peut être assimilée à une position progressiste, puisque, selon eux, l'objectif d'un développement autre que celui existant aujourd'hui ne peut être atteint que par des transformations institutionnelles.

⁸ Cf. Latouche, S., 1995. *La Mégamachine : raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S.

ne voit comment « faire machine arrière ». Or, une expansion continue du modèle socioéconomique en vigueur, sans dépasser la capacité de charge de la planète et sans aggraver la pauvreté et l'inégalité sociale, semble pour tous de plus en plus problématique. Selon Ernest Garcia et Mercedes Martinez-Iglesias (sociologues, Université de Valence, Espagne), l'effondrement de la civilisation industrielle est proche et entraînera une décroissance forcée, malgré les résistances et les injustices. Une société « a-croissante », pour reprendre l'expression de Serge Latouche⁹, pourra peut-être renouer avec ses limites et

celles de son milieu de vie. Bien que les changements de société soient imprévisibles, une question est restée en suspens : comment la politique va-t-elle contribuer à délivrer le savoir scientifique et la pratique économique de ce défi impossible ?

Les diaporamas de certains conférenciers ont été mis en ligne sur le site internet <http://expertise.hec.ca/pourlasuitedumonde/>. La publication des actes du colloque est en cours de réalisation en collaboration avec les éditions Écosociété.

⁹ Cf. Latouche, S., 2006. *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard.